

Pourquoi le temps d'après ?

Respectable Loge, Combats, Orient de Paris, Région 14

Mots-clefs : Ecologie, Solidarité

Depuis longtemps déjà, les Pinson-Charlot envisageaient comme primordial de s'arrêter tous, de tout stopper pendant un mois et de nous questionner sur nos nécessités, nos urgences, nos attentes, nos rythmes, les joies retrouvées, d'autres perdues.

Nous avons, début avril 2020, décidé à Combats de mettre en place une commission de travail en souhaitant ne pas nous ancrer dans un thème défini mais partager de prime abord nos ressentis en cette période de confinement, d'en faire un fil sensible. Des problématiques politiques communes ont émergé. Il n'est pas aisé de raisonner avec l'autre quand ce qui nous semble primordial ne figure pas dans son récit. La rencontre entre deux différences est fondamentalement une expérience du monde. Si le collectif est réellement capable de respecter la place de chacun, alors cela veut dire qu'il pourra intégrer les écarts les plus grands entre les citoyens.

Nous avons abouti à trois problématiques : questionner d'abord les besoins humains et citoyens, puis envisager les mutations économiques et sociales en vue d'un monde plus écologique et plus solidaire, et enfin s'interroger sur les rapports entre le local, le national et l'universel.

Notre commission s'est également fixée comme perspectives de questionner le temps du changement, celui du court terme car sans lui nous ne pourrions être en phase avec la société, mais surtout celui du long terme qui prend de la distance et lui seul peut véritablement construire différemment.

Les besoins de l'humain et du citoyen

A l'évidence, les besoins vitaux immédiats sont respirer, se nourrir et se loger. Et l'on découvre en 2020 que les pauvres ont faim. Et l'on découvre que des étudiants sont pauvres. Et l'on découvre que tout le monde n'a pas la chance de pouvoir se confiner.

Mais un autre besoin est (ré)apparu vital : celui de nous relier les uns aux autres. Pour autant, nos gouvernants ont choisi la distanciation sociale comme principale protection face à la pandémie. Or, qu'est-ce que la Fraternité sans le contact ? Elle se trouve agressée par l'isolement forcé des individus, l'isolement forcé des nations et la peur de l'autre (perçu comme vecteur de mort). Nos libertés fondamentales se sont trouvées fortement réduites, voire entravées : la liberté de circuler, d'agir, de penser en responsabilité. Pour cela, nos médias ont su créer et nourrir, au quotidien, un climat d'anxiété, de peur...

Quand on a peur, on obéit à celui qui promet de nous sauver, et on obéit au « chef ». Mais encore faudrait-il qu'il y en ait un qui assume ses responsabilités. L'accumulation de mensonges n'a fait qu'accroître la confusion dans les esprits. Dans son ouvrage « du mensonge en politique », Hanna Arendt montre qu'un peuple à qui l'on ment en permanence est un peuple qui ne peut plus croire en rien. « Il est privé non seulement de sa capacité d'agir, mais aussi de sa capacité de penser et de juger. Et avec un tel peuple, vous pouvez faire ce que vous voulez ».

Être citoyen, c'est exercer pleinement ses droits, c'est s'impliquer dans la vie de la cité avec liberté d'esprit et sans desresponsabilités, c'est ressentir la possibilité de formuler sa pensée, de l'exprimer. Être citoyen, au sens premier, c'est être gouverné et pouvoir gouverner soi-même. C'est être un politique potentiel.

Nos besoins d'humains et de citoyens méritent d'être considérés sous un autre angle que purement budgétaire ou financier. C'est pourquoi, nous avons identifié 5 urgences sur lesquelles travailler :

- Renforcer la protection sanitaire, qui serait à repenser autrement qu'en logique comptable ;
- Réduire les inégalités, qu'elles soient sociales, numériques ou de genre ;
- Ré-investir la citoyenneté dans la cité, pour qu'elle s'illustre autrement qu'en geste électoral ;
- Réinventer de toute urgence notre pacte social pour « protéger, soigner, nourrir, mieux éduquer »
- Intégrer l'art et la culture à l'école pour éveiller les consciences, le pouvoir des citoyens et citoyennes de demain.

Pour entreprendre les mutations économiques et sociales nécessaires, l'énergie et l'audace citoyennes sont indissociables de son bien-être ou mieux-être. Pour ce faire, le dernier mot est donné à Nietzsche : « il faut encore avoir du chaos en soi pour pouvoir enfanter une étoile qui danse ».

Des mutations pour un monde plus écologique et plus solidaire ?

Concernant les mutations économiques, écologiques et sociales, nous retiendrons la crainte et le pessimisme, mais aussi l'espoir et l'optimisme, l'importance de se sentir responsable de ce qui arrive et va arriver, du commun.

Il y a pour commencer le constat que nous faisons de notre monde aujourd'hui : trop globalisé, trop libéral, trop autoritaire. Un monde dans lequel on peine de plus en plus à faire confiance à ceux qui nous gouvernent. Un monde dans lequel la majorité des rapports humains deviennent numériques.

Il faut interroger notre façon de consommer et de gaspiller nos ressources. Cette question interroge notre rapport à la nature. L'écologie ne doit plus être une condition ou un critère, elle doit être l'objectif au service duquel l'économie redevient ce qu'elle aurait toujours dû rester : un moyen.

Quelques pistes proposées par des économistes pour engager le changement :

- Questionner la notion de profit et d'actionnariat, reconsidérer la répartition des pouvoirs entre actionnaires et managers qui entraîne une division entre le contrôle et la responsabilité. Quelles responsabilités environnementales et sociales peut-on attendre des actionnaires des multinationales ? A-t-on véritablement besoin de cet actionnariat ?
- Mettre plus d'État au capital des entreprises (surtout quand il distribue des milliards).
- Reconsidérer la place de la dette publique et des dettes privées. Qu'elles ne soient plus des outils de coercition.
- Oser la planification démocratique.
- Interroger le progrès technique. Par la technique, l'homme se sent supérieur à la nature, épuise les ressources naturelles... Ne pourrait-on pas assujettir la technique à d'autres rythmes, et à des instances démocratiques et scientifiques de contrôle, développer une sagesse et responsabilité collective face à la notion de progrès ?

Changer de paradigme c'est interroger la croissance en tant que critère absolu. Ne plus parler de croissance ou de décroissance générale, mais voir l'économie au travers d'un nouveau prisme : mettre en décroissance selon certaines échéances finies ou infinies certaines catégories de production (par ex automobile ou aéronautique) et mettre en croissance selon certaines échéances d'autres catégories de production (par ex l'énergie par les plantes...).

Changer de paradigme c'est également la question du partage du travail et des richesses que nous produisons. La crise requiert un monde du travail solidaire, tendre vers les 32h (et même 28h). L'État prenant à sa charge la perte de revenu par le versement d'un revenu universel, un revenu qui pourrait dégager un temps au profit de la collectivité.

Changer de paradigme c'est enfin se poser la question de l'échelle à laquelle nous devons muter. Les initiatives de solidarité, d'agriculture écologique, de circuits d'approvisionnement courts, l'autogestion des entreprises, tous ces phénomènes sont aujourd'hui souvent des initiatives locales qui méritent notre intérêt.

Les rapports entre le local, le national et l'international

« Engageons plutôt une réflexion collective » fut-il répondu pour trouver les moyens permettant de bâtir une société où les principes de Liberté, d'Égalité et de Fraternité s'appliquent véritablement. Notre première réflexion fut de se dire que l'initiative viendrait du local qui à l'inverse de l'État recélait une énergie inépuisable face à l'impuissance, au sentiment d'inutilité sociale, au contrôle et à la surveillance, aux replis sur soi, aux peurs, au manque de confiance en soi et au collectif. Une nouvelle société de l'agir en commun pouvait naître, en quelque sorte une politique de la proximité retrouvée. Il est temps de reprendre le contrôle de nos vies en changeant de modèle. L'action du peuple doit guider celle de l'État et non l'inverse.

Au niveau écologique et économique...

- Démondialiser des pans de l'économie et de la production.
- Lister les biens communs, nous les réapproprier, créer un droit à la nature. Mettre en œuvre une vision et une conscience collective des biens communs, une responsabilité intergénérationnelle.
- L'ensemble des infrastructures (routes, chemins de fer, eau, énergie, éducation...) doivent appartenir à l'État.
- Changer nos habitudes : choisir la « petite courbe de nos besoins essentiels et minimaux »
- Développer des systèmes locaux, autonomes et solidaires, relocaliser la construction de certaines productions notamment indispensables.
- Développer par Commune des pôles de compétences, de recherche et de production qui nous permettraient de rendre nécessaires nos solidarités territoriales.
- Communaliser, auto-organiser un marché unique et solidaire européen.
- Tendre vers l'autonomie énergétique et alimentaire au niveau national
- Fléchage vers des investissements « verts » et pénalisation des investissements « bruns »

Au niveau politique et social...

- Inventer des instances de contrôle composées de personnes tirées au sort
- Mettre en avant nos libertés individuelles essentielles.
- Amener chaque citoyen et chaque entreprise à un temps pour le bien commun
- Protéger la liberté de la presse et l'égalité d'accès aux réseaux de diffusion.
- Organiser des groupes de travail pour le bonheur de toutes et tous. Mettre en place des chantiers citoyens.

C'est bien l'articulation du local, du national et de l'universel qui importe ici et qu'il est nécessaire d'interroger pour l'améliorer. Se pose alors à nous la question de l'État... un débat s'engagera sur État et Société : faire Nation ou faire Société, une société du vivre ensemble, tolérante et laïque et multiculturelle ou une nation d'individus qui ont décidé de vivre ensemble. Pourtant faire Nation entraîne une notion de souveraineté populaire. L'État restant une institution, bras séculier du pouvoir. Le débat reste ouvert...

Voici donc un texte en chantier, un texte qui se doit de rester en mouvement, ici et là.